

Mémoire, Histoire et conscience

A propos de *Jan Karski (Mon nom est une fiction)*, retour sur une polémique historique et littéraire.

L'abandon des Juifs par les Alliés fait l'objet d'un spectacle théâtral venu titiller la mémoire et la conscience, réflexions et explications par Yeshaya Dalsace.

« Ne juge jamais un homme tant que tu n'es pas à sa place ». (Mishna Avot 2.4)

Sur la scène d'un théâtre :

Par essence, le théâtre est éphémère et parler d'un spectacle que les gens n'auront pas forcément l'occasion de voir peut paraître inutile dans le cadre d'une publication sur des sujets juifs de fond. Mais il y a dans le théâtre, comme dans tout art, la possibilité d'un impondérable qui va au-delà du cercle forcément restreint des spectateurs. C'est cet aspect-là du théâtre qui m'intéresse.

Pour des raisons d'amitié personnelle, je suis allé voir un spectacle dont le sujet me concernait de toute façon, mais sans autre a priori que la curiosité et la rencontre : *Jan Karski (Mon nom est une fiction)* mis en scène par Arthur Nauzyciel. J'ai assisté à un grand moment de théâtre, de ces moments qui vous bouleversent et je tiens à le partager.

Arthur Nauzyciel a osé s'attaquer à un sujet difficile, si douloureux qu'il ne peut que prêter à controverse : la Shoah ; mais aussi traiter un style théâtral complexe : offrir, deux heures durant, un texte qui n'a pas été écrit pour le théâtre, tout en mêlant les genres (photo, vidéo, voix off, danse...) ; enfin, gageure supplémentaire, l'ouvrage de départ avait donné lieu à sa sortie à une virulente polémique historique... Autant dire que la planche était glissante à tout point de vue et qu'il fallait donc avoir un certain courage et des idées bien arrêtées sur la qualité du propos et sa nécessité pour oser en faire un spectacle qui tienne vraiment la route, c'est-à-dire qui touche à cet absolu qui nous intéresse.

Arthur Nauzyciel y est incontestablement parvenu.

Ce spectacle est réussi parce qu'il touche au fond de l'humain, au plus vrai de ce qui est en nous, frappant le spectateur de plein fouet, l'écrasant sur son siège, lui donnant la nausée et créant une communion entre la scène et la salle, ce qui est le propre du théâtre abouti. Ce n'est pas si simple, mais c'était la condition sine qua non pour faire passer un tel texte. Il faut saluer ici le travail absolument remarquable, aussi bien sur la voix que sur le corps, de l'acteur Laurent Poitrenaux, qui porte littéralement la pièce et parvient à maintenir une tension permanente tout au long d'un monologue qui dure près d'une heure. Il a réussi à incarner la douleur d'une mémoire qui a priori n'était pas la sienne et nous offre un bel exemple de catharsis.

Autre gageure, l'usage sur scène d'une « installation » consistant à projeter une vidéo d'un plan du Ghetto de Varsovie, filmé de tout près, de façon récurrente, sans aucune explication, sans aucune esthétique particulière, comme pour dire : « c'était cela, c'était ici, en voici les limites », pendant près d'une demi-heure accompagné d'une voix off lisant un extrait du récit de Jan Karski (*Histoire d'un*

Etat clandestin, paru en 1944) sur sa visite clandestine au Ghetto durant l'été 1942. Projeter une telle « installation » sur une scène de théâtre, introduire les spectateurs au cœur de l'enfermement virtuel d'un plan de cadastre, de cette impossibilité d'en sortir, presque les y étouffer... encore un grand coup théâtral, avec le risque majeur de l'ennui et que le spectateur décroche (la hantise pour toute œuvre scénique). On y est plongé, la salle entière concentrée dans une écoute très particulière, ça marche !

Pour le reste, tout est juste. Arthur Nauzyciel (l'acteur), dans la première partie, qui décortique le témoignage de Jan Karski dans le film *Shoa* de Claude Lanzmann. Les deux tableaux de danse qui ouvrent la perspective du récit vers autre chose : une vie, celle du passé des victimes (?), de l'avenir des éventuels survivants (?) ou encore notre vie à nous dans laquelle nous continuons malgré tout à chercher à nous distraire, désir bien humain (de survie ?), sans pour autant échapper à la douleur (?); mais aussi comme image finale, la torture du corps, la souffrance que les mots ne peuvent plus exprimer. Le décor : étonnant corridor d'une salle de spectacle qu'on ne sait pas très bien où situer (Varsovie, Amérique ?) ou peut-être le corridor d'une chancellerie ou encore de la Maison Blanche (où Karski eut son fameux entretien avec Roosevelt) ou peut-être encore celui d'un appartement ou d'un immeuble hanté par les insomnies de Karski. On ne sait pas vraiment, et c'est très bien comme ça (en fait il s'agit de la reproduction du corridor du théâtre de Varsovie). La bande-son, avec des textes en yiddish et en polonais (le dialogue entre Karski et les délégués juifs du Ghetto), de la musique, des bruits de trains, de portes, de ferraille, de souffleries... l'imagination fait le reste.

On est bien face à un spectacle total, parfaitement pensé, dense, tout au service d'un texte difficile, lui-même au service d'un message : celui porté par Jan Karski à travers le prisme de l'écrivain Yannick Haenel¹.

La polémique historique :

Jan Karski est le nom de résistant d'un diplomate polonais, Jan Koziielewski. Karski a été fait prisonnier par les soviétiques en 1939, s'est échappé pour rejoindre la Résistance ; capturé par la Gestapo en 1940, il s'échappe encore, avec l'aide de la Résistance... Il entre dans la clandestinité et devient l'émissaire du gouvernement polonais en exil à Londres. Chargé de rendre compte de la situation en Pologne au gouvernement en exil, il entre en contact en 1942 avec deux dirigeants juifs du Ghetto de Varsovie qui demandent à le rencontrer. Ceux-ci lui expliquent la situation, la réalité de l'extermination (déjà par centaines de milliers dans le seul Ghetto) et lui font visiter à plusieurs reprises le Ghetto afin qu'il voie de ses propres yeux et puisse parler en témoin direct. Il prend alors conscience du problème dont il ne soupçonnait ni la gravité, ni l'ampleur². Grâce à la complicité de gardiens estoniens soudoyés par la Résistance juive, il peut même visiter un « petit » camp d'extermination, Izbica Lubelska. Il y assiste à une scène atroce : les planchers d'un train, bourré à craquer de Juifs, ont été recouverts de chaux ; celle-ci va entrer en réaction avec la chaleur des corps durant plusieurs jours, jusqu'à ce que mort s'ensuive... Jan Karski est bouleversé, il est devenu un témoin majeur.

La Résistance juive lui a livré trois messages à transmettre en même temps que son propre témoignage :

- Demander de l'aide aux Alliés afin qu'ils mènent une action contre l'extermination et la rendent publique aux yeux du monde entier.
- Demander des armes à la Résistance polonaise en vue de la révolte du Ghetto de Varsovie, déjà en préparation.
- Mobiliser les leaders juifs américains afin qu'ils exercent une pression continue sur leur gouvernement tant qu'une action n'aura pas été menée.

Parvenu à Londres en novembre 1942, puis en Amérique, Karski rencontrera tout le monde, y compris le ministre britannique des Affaires étrangères Anthony Eden et, le 28 juillet 1943³, le président des États-Unis F.D. Roosevelt. Comme on le sait, toutes ces démarches ne donneront pas de résultat probant. C'est bien le sujet de la pièce et du livre : le drame d'une parole restée lettre morte, car jamais vraiment écoutée.

Nous touchons ici à un débat d'historiens, complexe par nature. Nous ne faisons que l'effleurer. Il faut donc raison garder et ne pas tomber dans le piège de l'émotionnel ou de l'anachronisme. Nous regardons l'événement avec le recul de décennies et juger de comportements enracinés dans l'instant de l'action est forcément délicat. De plus donner des leçons après coup est toujours facile. Il n'en demeure pas moins qu'un problème demeure : la parole de désespoir, l'appel à l'aide n'ont pas eu d'échos réels ; les Juifs ont été victimes de leurs bourreaux, mais aussi de leur désespérante solitude.

La politique des Alliés a été de mener la guerre avant tout et de refuser de se laisser détourner de leur but : la victoire finale sur les armées nazies en affirmant que celle-ci mettrait fin à l'oppression nazie⁴. Les Britanniques ne voulaient pas de réfugiés juifs en Palestine mandataire et craignaient les troubles arabes. Les Américains craignaient, dès avant-guerre, qu'on les accuse de faire la guerre pour les Juifs (accusation largement relayée par les nazis)⁵. Pour les Soviétiques, il était hors de question d'aider les Juifs en tant que tels et les Juifs soviétiques étaient « bâillonnés »⁶. Le véritable problème avec cette politique officielle, c'est que la victoire des Alliés arriva trop tard : l'extermination était achevée depuis plusieurs mois. Comme l'a dit Adam Rayski : « L'horloge du temps ne marchait pas à la même vitesse pour les Juifs que pour les autres ».

Les dirigeants juifs du Ghetto de Varsovie qui avaient rencontré Karski et lui avaient transmis leur message étaient parfaitement conscients du problème. L'extermination organisée sur une grande échelle et systématique des Juifs était sans précédent historique. La perspective d'une victoire Alliée ne voulait plus rien dire pour le sort des Juifs car elle serait forcément trop tardive. Il fallait imaginer autre chose, faire en sorte de mettre fin à l'extermination, ou du moins tout faire pour la freiner. Ce n'était pas un but militaire ou politique classique, mais face à un événement d'une telle ampleur on ne pouvait pas réagir de façon habituelle.

Le problème est que les Alliés ont réagi de façon classique. Ils ont cherché avant tout à ménager leurs différents intérêts politiques et stratégiques. Il est clair que pour eux, l'extermination des Juifs n'était en aucun cas un enjeu stratégique majeur, mais, déjà, une sorte de « détail de l'Histoire » dans le grand bain de sang en cours, une statistique sordide parmi d'autres. Or, à part pour quelques imbéciles qui pensent encore comme cela, il est de plus en plus clair, avec le recul, que le génocide des Juifs d'Europe représente un événement non seulement sans précédent, mais d'une importance historique fondamentale du fait de sa dimension éthique et symbolique, car il incarne à lui seul l'échec paroxystique de la civilisation occidentale et l'aboutissement de 1500 ans d'antijudaïsme

chrétien. Il est vrai que l'Occident démocratique a gagné techniquement la guerre et a réussi à rétablir la démocratie en Europe ; mais la civilisation occidentale a perdu, avec la Shoa, une part de son « âme » et de sa crédibilité. En effet, les nazis ne sont pas apparus sur un terrain neutre, leur haine antisémite n'est pas une création ex nihilo et puise au cœur même de la civilisation européenne tout en poussant ce vieil antijudaïsme, métamorphosé par la modernité en antisémitisme, jusqu'au délire et au comble de la violence. Vue sous cet angle, la réaction du reste de l'Occident à l'extermination nazie devient un enjeu majeur pour la raison d'être de notre civilisation et sa crédibilité. Les Alliés, en ne réagissant pas sérieusement aux nouvelles de l'extermination et en se concentrant sur le seul effort de guerre ont bien gagné la victoire, mais n'ont pas sauvé véritablement l'Occident, ni même l'idée de l'Homme qui est à la base de la civilisation occidentale. La Shoa, au-delà de la responsabilité nazie qui ne saurait être diminuée, représente une faille pour l'ensemble de la civilisation occidentale et cette faille demeure.

Retrouver cette part d'âme perdue, si tant est que ce soit envisageable, représente pour la civilisation occidentale un défi historique majeur sans précédent équivalent. Face à la passivité des Alliés, nous ne sommes donc pas face à un « détail », face à un problème tactique accessoire dans la route vers la victoire, à une question technique de stratégie, mais bien face à un choix de la première importance pour l'Occident et son identité. Plus largement, nous sommes face à un questionnement sur l'idée même de civilisation, de solidarité humaine, d'empathie et de responsabilité. Il n'y a guère de question plus sérieuse.

Il n'y a pas de « Question juive » comme on aimait à le formuler⁷, il se pose par contre la question de l'Occident, de la raison d'être de l'Occident, du degré de sa civilisation et de la profondeur de ses béances après le sort que les Juifs y ont subi. Et cela est loin d'être un « détail »...

Ce n'est pas pour rien que cette question si difficile se trouve rarement posée. Ce n'est pas pour rien qu'on préfère se focaliser sur l'événement, rester dans les détails du processus (qui a bien entendu son importance). Il n'empêche que cette question majeure et complexe doit être formulée avec le plus grand sérieux.

Celle des fondements de l'antisémitisme l'a été par les historiens Jules Isaac, puis Léon Poliakov. L'œuvre *Jan Karski*, à sa façon, pose celle de la quasi-indifférence, de la passivité confinante à la complicité, de la part des Alliés et de l'Occident en général.

La question connexe du silence de l'Eglise catholique et des autres obédiences chrétiennes durant cette période est d'une grande portée symbolique du fait de rôle moral du christianisme en Occident. Cette question est renforcée par la responsabilité millénaire du christianisme dans l'antisémitisme⁸. La question fut soulevée dans les années 1960 auprès du grand public par la pièce *Le Vicaire*.

La question de l'inefficacité de certains dirigeants juifs non-européens, qui ne furent pas non plus à la hauteur de l'événement, est également douloureuse. Mais même peu opérants, ces dirigeants juifs étaient par définition du côté des victimes et très sensibles aux nouvelles reçues⁹.

Face à la Shoa demeure la terrible question du silence et de la passivité d'un côté, de la solitude et de l'abandon, de l'autre. C'est bien l'éternelle question de l'Homme comme personne morale si bien formulée par la Bible : « suis-je le gardien de mon frère ? » (Genèse 4.9).

Le fait est que les trois messages envoyés par les Juifs de Varsovie par le biais de Jan Karski sont restés sans réponse : les Alliés n'ont pratiquement rien fait de sérieux, la Résistance polonaise n'a pas fourni d'armes au Ghetto¹⁰ et les dirigeants juifs d'Amérique ou de Palestine n'ont pas remué ciel et terre. Ce sentiment d'abandon fut exprimé dans son journal à l'été 1942 par Emmanuel Ringelblum, historien et chroniqueur tragique du Ghetto : « Pourquoi le monde est-il silencieux quand des dizaines de milliers de Juifs sont empoisonnés à Chelmno ? Pourquoi le monde est-il

silencieux quand des dizaines de milliers de Juifs sont massacrés en Galicie et dans les territoires conquis ? »

Le discours longtemps avancé sur la non-connaissance des événements par les Alliés ou le Vatican ne tient plus aujourd'hui. Nous savons qu'ils savaient, peut-être pas tous les détails, mais largement suffisamment pour se faire une idée claire de la situation et de la certitude de l'extermination. Le témoignage de Jan Karski ne représente qu'un élément du puzzle, il existe de nombreuses autres pistes et documents montrant la masse considérable d'informations qui sont remontées très tôt vers les grands dirigeants occidentaux à travers divers services de renseignement¹¹. Dès 1942, l'information ne fait plus aucun doute et filtre dans divers bulletins et journaux clandestins, y compris ceux de la Résistance française.¹²

Le discours sur l'incapacité d'agir et sur l'impossibilité de faire quoi que ce soit ne tient pas non plus. Certes, il n'était pas facile de trouver le meilleur moyen de levier face au système nazi ; peut-être que plusieurs, et même la plupart, des actions imaginées auraient été vouées à l'échec, mais au moins elles auraient eu le mérite d'exister. Le Talmud le dit et c'est connu : « sauver une vie, c'est sauver un monde », alors même une efficacité partielle aurait eu un poids énorme. Une divulgation massive de l'information aurait certainement eu un impact et Hitler tenait par-dessus tout au secret de la « Solution finale »¹³. Contrairement à ce qu'on dit souvent, les nazis étaient sensibles à leur opinion publique et cédèrent à plusieurs reprises face à des protestations¹⁴. Par ailleurs, aucun soldat refusant de massacrer ne fut puni, les rares protestataires furent mutés dans d'autres unités, rien de plus.

Le grand drame, c'est qu'à part des actions individuelles d'autant plus héroïques, aucun ordre dans le sens du sauvetage n'a été donné, ni par les Alliés, ni par l'Église, aucune organisation d'importance n'a été créée¹⁵, aucun budget n'a été alloué à cette cause, aucune action symbolique en haut lieu n'a été prise (à part la minute de silence observée à la Chambre des Communes en décembre 1942), aucune parole forte n'a été prononcée, pas même par le Pape dont le silence résonne encore et hantera l'Église pour longtemps...¹⁶

Or l'efficacité historique d'une action ne se calcule pas par ses seuls résultats immédiats, mais aussi pour sa valeur symbolique. Le propre de l'héroïque résistance juive fut justement de montrer qu'on faisait quelque chose, malgré tout, même si on allait mourir de toute façon. Le moment, inoubliable pour l'Histoire, de la révolte du Ghetto de Varsovie, ne fut en rien un événement militaire et la révolte était de toute façon vouée à l'échec. Pourtant cette révolte extraordinaire et sans espoir ne s'effacera jamais de la mémoire juive¹⁷.

La polémique artistique :

Le fait de faire un spectacle sur la Shoah pose la question de savoir si un tel sujet peut être traité sur une scène de théâtre ou doit rester dans les livres d'Histoire. Quand on s'intéresse sérieusement à la Shoah et qu'on est sensible au sujet, on est a priori réticent aux fictions, les témoignages et les essais universitaires suffisent. La littérature peut en effet dérapier rapidement et il est légitime de réfléchir aux limites de la fiction sur un sujet qui ne manque pas de documentation et de récits d'une grande force.

Une fiction fort bien documentée comme *Les bienveillantes* de Jonathan Littell, décrivant des faits réels et précis mais présentant un personnage de SS imaginaire a été décriée, mais elle a dressé de façon remarquable le portrait d'un barbare civilisé et ne se cachait pas de faire œuvre de littérature sur la base d'une documentation d'une grande précision. Un best seller comme *Au nom de tous les*

miens de Martin Gray présentait une fiction sous la forme de souvenirs personnels qui se voulaient authentiques, l'auteur effectivement rescapé ayant largement brodé sur son histoire personnelle... Le livre de Gray a contribué à faire connaître la Shoà à une époque où on en parlait encore peu, mais discrédite le témoignage non recoupé. *La nuit* d'Elie Wiesel est à la fois œuvre littéraire par son écriture très sensible et témoignage par les faits racontés. *Si c'est un homme* de Primo Levi demeurera l'ouvrage par excellence mêlant témoignage personnel, réflexions et analyse à la qualité d'écriture. Yannick Haenel mélange les genres, mêlant documents historiques et fiction ; il est honnête et annonce d'emblée la couleur donnant ses sources et expliquant quelle partie est imaginée et quelle autre ne l'est pas.

Une œuvre de fiction théâtrale comme *Le Vicaire* de Rolf Hochhuth (qui inspira le film *Amen* de Costa-Gavras) dénonce le silence du pape Pie XII comporte des erreurs historiques, mais elle eut l'immense mérite de libérer la parole, de soulever un débat qui n'est toujours pas clos et de pousser à écrire et publier des études historiques sérieuses sur le sujet. Un essai d'historien sur le même thème n'aurait pas eu le même impact. La polémique publique et artistique permet parfois aux historiens de faire un travail délaissé jusqu'alors et donne à leurs travaux une tribune qu'ils n'auraient pas sans cela. En ce sens, la fiction n'est pas forcément ennemie de l'Histoire.

Le propos de Yannick Haenel est bien de mettre l'évènement dans la perspective longue de l'Histoire, celle du sens que l'on peut éventuellement en tirer. Son propos n'est pas de soulever la question technique de l'efficacité ou non d'éventuelles actions Alliées sur le terrain, mais de la nature même de la décision de les tenter ou pas. Or, efficaces ou non, les différentes actions ou même simples déclarations possibles de la part des Alliés n'ont pas eu lieu. L'évènement, son ampleur, son caractère unique et sans précédent méritait une réaction sans précédent. Il n'en fut rien, bien au contraire, on laissa filer plusieurs occasions de sauvetage¹⁸.

Yannick Haenel, lorsqu'il a écrit son ouvrage sur Jan Karski ne prétend pas faire œuvre d'historien, mais de littérature (ou de littérature au service d'une question historique). Il n'en reste pas moins que la question soulevée est légitime. Haenel touche au cœur même de la nature de l'Histoire, il lui donne tout son sens et montre que l'Histoire n'est pas un cumul de détails sordides. Il a été attaqué sévèrement parce qu'il avait osé imaginer un monologue dans la tête du vieux Jan Karski, hanté toute sa vie par l'inefficacité de sa propre parole pourtant incessante (jusqu'en 1944, puis il s'enferma dans le silence) et sincère. Mais la littérature sert justement à combler les silences de la scène historique. Bien sûr que ce monologue est imaginaire, mais la question qu'il soulève est bien réelle : la hantise face à une forme monstrueuse d'indifférence, le pourquoi de l'inaction, de la réduction d'un évènement sans précédent à un « détail historique », la fuite devant la véritable question sur la nature même de la civilisation et de l'antisémitisme qui va de pair avec la construction de l'Occident chrétien, avec le résultat que l'on sait... Cette question-là est parfaitement posée par Haenel.

Le monologue à propos de l'entrevue de Karski avec Roosevelt a été qualifié « d'intolérable » par Claude Lanzmann. Ce monologue de Karski est imaginaire (il est d'ailleurs annoncé comme tel dans le livre) et déforme l'ambiance du véritable entretien (l'accent est mis sur un Roosevelt bâillant discrètement et louchant sur les jambes de sa secrétaire), mais l'effet de fiction et de satire met très bien en relief ce qui ressort de l'entretien historique : l'attitude générale passive vis-à-vis du Génocide. Plus particulièrement, la réaction imaginée du bâillement étouffé de Roosevelt en pleine digestion est symptomatique de tout un monde qui jusqu'ici considère que les Juifs, au bout du compte, nous fatiguent avec leurs histoires et leurs souffrances. A mon avis, Haenel fait mouche sur le plan littéraire et cette scène de l'entrevue est excellente. Haenel, dans ce passage, ne prétend

nullement dire la vérité factuelle de cette scène, qu'il décrit quelques pages plus tôt, dans la partie historique du roman, en citant le récit historique de Karski¹⁹. Haenel ne cherche donc en rien à tromper le lecteur ou à falsifier l'Histoire. Dans le bâillement de Roosevelt, métaphore de son manque de réactions aux diverses nouvelles qui lui parvenaient sur l'extermination, il met aussi le bâillement du téléspectateur fatigué par le sempiternel reportage sur les Camps, le bâillement de la société fatiguée par le « business juif de la Shoa » et les « pleurnicheries juives » ; alors qu'il est tellement plus confortable de s'indigner dans les salons sur quelques causes toutes faites, que de se poser les véritables questions sur l'inaction ou de regarder en face la béance encore intacte sous les pieds de la Civilisation.

Claude Lanzmann a attaqué Haenel (méchamment)... D'autres s'y sont mis aussi, la polémique contre Haenel a donc fait rage.

Jan Karski pensa-t-il ou non les mots mis dans sa bouche par Haenel ? Roosevelt était-il si indifférent ? Certainement pas. Mais le fait est que Jan Karski portait en lui cette blessure de ne pas avoir été écouté, ce qui ressort de la fameuse scène de son entretien dans le film *Shoah*. Par ailleurs, la passivité et le silence des Alliés, Roosevelt en tête, sont un fait historique et restent une interrogation²⁰. Or c'est de cela que veut parler Haenel et son mérite est de nous le jeter à la figure.

A mon avis, cette polémique menée par Claude Lanzmann²¹ passe à côté de la question posée par Haenel : celle de l'indifférence et de la passivité des Alliés face à l'extermination des Juifs ; celle aussi de notre propre indifférence face aux perpétuels défis du monde, le bâillement de Roosevelt, c'est le nôtre face au journal télévisé. Cette question est aussi celle de la signification pour l'Occident de ce grand massacre des Juifs monopolisant tant d'énergie et de ressources administratives et technologiques dans une Europe complice dans sa plus grande part et sous le regard peu concerné pour ne pas dire indifférent du reste du monde. Celle de la solitude des victimes et de leurs trop rares et héroïques soutiens (dont Karski lui-même, Juste parmi les Nations)... Voilà bien le sujet du livre d'Haenel et voilà bien ce qui méritait d'être dit sur une scène de théâtre.

On ressort de ce spectacle « hanté » (si on ne l'était pas déjà), assommé par les mots. Courez le voir si vous en avez l'occasion, lisez le livre d'Haenel ainsi que les divers ouvrages historiques traitant du sujet. Mais surtout, laissez vous obséder par la terrible question de la passivité qui marque l'échec de l'éthique à l'heure de l'examen ultime, bien plus qu'un « malaise dans la civilisation », une véritable remise en question. La question même sur cet événement majeur de la Seconde Guerre mondiale qu'est la Shoa. Car celui qui peut dormir tranquille après cela ne mérite peut-être pas de se réveiller.

Yeshaya Dalsace

(Nov. 2011)²²

¹ Jan Karski (roman) de Yannick Haenel Gallimard 2009.

² Dans son récit de la visite du Ghetto, Jan Karski écrit notamment : « Je n'étais pas préparé à ce que j'ai vu, personne n'avait écrit sur une pareille réalité, je n'avais vu aucune pièce, aucun film [...] je savais que des gens mouraient, mais ce n'était pour moi, que des statistiques. Ce n'était pas l'humanité, on me disait qu'ils étaient des êtres humains, mais ils ne ressemblaient pas à des êtres humains, ce n'était pas le monde, je n'appartenais pas à cela. C'était une sorte d'enfer, les rues étaient sales, crasseuses, et pleines de gens squelettiques, la puanteur vous suffoquait, il régnait de la tension, de la folie dans ce lieu. Des mères allaitaient leurs bébés dans la rue, alors qu'elles n'avaient pas de seins. Les dépouilles étaient déposées, nues, à même le sol, car les familles n'avaient pas les moyens pour leur payer une sépulture, chaque haillon comptait dans ce lieu, tout s'échangeait, tout se vendait pour survivre, et de ce fait, les dépouilles étaient laissées sur le trottoir, en attendant d'être ramassées par un service spécial. Et, marchant à côté du responsable du Bund, qui avait changé d'allure dans sa façon de se mouvoir, le dos courbé, pour se fondre dans la masse et ne pas se faire remarquer, il m'arrivait de lui demander ce qu'il arrivait à tel ou tel Juif, debout, immobile, les yeux hagards, il me répondait toujours, ils se meurent, souvenez-vous, ils se meurent, dites-leur là-bas [...] »

³ Le Ghetto de Varsovie avait déjà été entièrement liquidé au printemps 1943.

⁴ Raoul Hilberg résume ainsi la situation : « Pour l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, le sauvetage des Juifs ne constituait pas une priorité. De 1941 à 1945, ces trois pays tournaient toute leur attention vers la guerre, comptabilisant leurs pertes et leurs acquis au combat, et songeant déjà à leurs sphères d'influence respectives une fois que l'Allemagne aurait capitulé. [...] la décimation très réelle des populations asservies par l'Allemagne et ses associés représentait au mieux une source de préoccupation annexe. [...] L'unité de compte de la Seconde Guerre mondiale était la balle, l'obus et la bombe ; ceux à qui ces moyens manquaient étaient les traîne-misère et les oubliés du conflit. Armé, on pouvait prétendre aux éloges et souvent à des livraisons d'armes supplémentaires ; accablé, on n'avait pas de quoi acheter de l'attention ou de l'aide. [...] Après le déclenchement des hostilités, la Grande-Bretagne se refusa à devenir une terre d'asile pour une nouvelle vague de réfugiés. Le pays craignait les « espions », et plus encore de devenir un « dépotoir », s'il consentait officiellement à laisser entrer les Juifs, indépendamment de leur nombre. [...] Lorsqu'on apprit, à l'été 1942, qu'on anéantissait les Juifs, les Alliés occidentaux se heurtèrent à un dilemme bien plus profond. C'était une réalité qu'ils rejetaient fondamentalement. Ils refusaient de devoir y faire face. [...] Le traitement dilatoire de la catastrophe qui frappait les Juifs devint une pratique courante. On rejeta les requêtes non coordonnées et fragmentaires de leurs dirigeants, alors même que les actions qu'ils réclamaient étaient du domaine du possible, qu'il s'agisse d'octroyer des lieux d'asile sûrs pour les Juifs qui s'étaient enfuis, d'évacuer les Juifs de Roumanie et de Bulgarie, de bombarder les chambres à gaz d'Auschwitz ou de négocier le rachat des Juifs hongrois. » (Raoul Hilberg, *Exécuteurs, victimes, témoins*. Gallimard, 1994 p.276 - 283)

⁵ En ce qui concerne la politique américaine envers les Juifs, il faut se rappeler le climat antisémite américain pourtant bien réel à l'époque, aussi bien dans une grande part de la population américaine que dans des pans entiers de l'Administration. Il y eut la possibilité avant guerre d'une Amérique fascisante et les tendances pro-allemandes de certains milieux influents étaient réelles. Dans tous les Etats-Unis, les Juifs se voyaient interdire de nombreux quartiers résidentiels. Il existait des quotas pour les Juifs dans les universités et les écoles de médecine. D'une façon générale, les Juifs étaient exclus des postes directoriaux et des emplois dans l'industrie lourde, les grandes banques et les grandes compagnies d'assurances. Leurs activités commerciales se cantonnaient dans le commerce de détail, le vêtement et les communications. Le chauvinisme américain explique en grande partie les restrictions migratoires dans les années trente qui virent refouler nombre de réfugiés, l'épisode tragique du St-Louis en étant la plus terrible illustration. Les Juifs lisaient et écoutaient avec inquiétude les déclarations antisémites qui semblaient se multiplier et s'intensifier alors même que la situation des Juifs d'Europe empirait. Les Juifs d'Amérique étaient sur la défensive et affirmaient bien haut leur loyauté sans partage envers l'Amérique. Ce climat a été fort bien décrit dans le roman de Philip Roth *Complot contre l'Amérique*, imaginant l'arrivée au pouvoir de Charles Lindbergh, l'aviateur pronazi, si Roosevelt avait perdu les élections de 1941. Œuvre de fiction, certes, mais décrivant un moment charnière de l'Histoire américaine de façon plausible et se basant sur de réels souvenirs d'un climat pronazi et sur une documentation sérieuse.

⁶ La politique juive de l'Union soviétique durant la guerre est ambiguë, d'un côté c'est une terre de refuge pour les réfugiés juifs et nombre de Juifs combattent dans l'Armée rouge, mais dans le même temps toute politique juive particulière est réprimée. Par exemple : deux réfugiés juifs polonais de la zone polonaise occupée par l'Allemagne, les socialistes Henryk

Erlich et Victor Alter, qui voulaient constituer un comité antifasciste à la suite de l'invasion allemande, furent accusés d'inciter les soldats soviétiques à se rendre à l'ennemi. On les fusilla. Dans de telles conditions, la communauté juive n'avait aucune influence sur la politique gouvernementale et les soviétiques ne cherchèrent jamais à traiter spécifiquement le sauvetage des Juifs.

⁷ L'expression « la question juive » (qui appelle à une solution) est un artifice. Nous pouvons nous, Juifs, nous poser la question du pourquoi de notre existence spécifique et du devenir de cette existence survivante, mais ce n'est pas une question pour les autres, sinon très indirectement. Comme le dit l'historien Georges Bensoussan : « il nous faut remonter les chemins de la culture européenne qui firent jadis des Juifs une question appelant sur elle une solution. » (Bensoussan fait la distinction, que je n'ai pas reprise ici, entre Europe et Occident).

⁸ L'antisémitisme moderne, y compris l'antisémitisme nazi, trouve sa source dans l'antijudaïsme féroce des Pères de l'Eglise et les discours de St Augustin (4^e siècle). Comme l'a montré l'historien Jules Isaac, avant l'émergence de l'antijudaïsme chrétien, on ne trouve pas de discours à proprement parler antisémite dans le monde païen, mais seulement des traces d'animosités interethniques et interculturelles dans le monde gréco-romain. Durant des siècles, le christianisme a entretenu un discours antijuif virulent et édicté des lois discriminatoires (lois de pureté de sang, rouelle jaune, ghetto, expulsions...) que les nazis remettront au goût du jour. Si les nazis sont des « païens » nourris de fantasmes délirants, l'Eglise, tout en désapprouvant le racisme et la brutalité nazis reste bien une sorte de « marraine » malgré elle de leur antisémitisme. La plupart des nazis venaient de familles chrétiennes et avaient reçu une éducation chrétienne. La doctrine antisémite nazie puise largement dans les racines de l'Europe chrétienne. L'Eglise ne la désapprouva pas au départ et voyait dans les premières mesures discriminatoires une forme d'application laïque du vieux principe augustinien du peuple témoin à humilier. A partir de 1941, face aux nouvelles nombreuses qui parvenaient au Vatican sur les massacres de Juifs, le pape fut certainement horrifié, personne ne pense qu'il s'en frotta les mains ; on peut cependant se poser la question de savoir s'il ne s'en lava pas un peu... Les débats sur le silence du Pape et de l'Eglise, que l'aide héroïque de la part de certains prêtres agissant de leur propre initiative pour sauver des Juifs ne saurait effacer, continueront encore longtemps. Le Pape Jean-Paul II a officiellement demandé pardon à Dieu, lors de sa visite au Kotel à Jérusalem, pour les persécutions chrétiennes antijuives. Les évêques de France firent une déclaration du même ordre à Drancy. L'Eglise protestante allemande, largement compromise dans le nazisme, a elle aussi entamé un certain travail de repentance. Il n'empêche que les représentants du Christ, le « vicaire de Dieu » en tête, ont failli gravement à leur tâche, bien loin de leur modèle et de son sens de l'engagement ; démontrant par là que la figure christique du « serviteur souffrant » était avant tout derrière les murs du Ghetto à cette triste époque, comme l'a si bien peint Marc Chagall dans sa fameuse *Crucifixion blanche*. En ce sens, autre question historique majeure, le christianisme organisé, catholicisme en tête, a peut-être laissé aussi une part de son âme brûler dans les fours crématoires et cette part d'âme perdue sera bien difficile à retrouver. Freud ne s'y était pas trompé, notant en 1938 : « Les peuples chrétiens sont mal baptisés. Sous un mince vernis de christianisme, ils sont restés ce qu'étaient, leurs ancêtres, des barbares polythéistes ».

⁹ Il y eut de multiples réactions durant la guerre de la part de Juifs non européens et différentes tentatives d'organisation de filières et d'actions. L'Agence juive fit plusieurs tentatives pour organiser des évasions massives vers les pays neutres (Portugal, Suède, Suisse, Turquie...), mais les Alliés, comme le Vatican ne donnèrent aucune suite aux diverses demandes d'aide alors que leur soutien était indispensable. Des combattants juifs palestiniens, dont la poétesse Hannah Szenes, furent parachutés en Hongrie en 1944, mais rapidement capturés. Des leaders juifs se sont même suicidés pour éveiller la conscience du monde libre.

Les Juifs d'Amérique avaient formé deux grandes organisations politiques avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir. L'une, l'American Jewish Committee, affichait son antisionisme et optait toujours pour la réserve (aussi bien en ce qui concernait la défense des droits des Juifs ou de s'insurger contre les injustices sociales), rien d'étonnant qu'il n'ait organisé aucune manifestation durant la guerre. L'autre, l'American Jewish Congress avec comme figure dominante le rabbin Stephen Wise, militant sioniste de longue date, qui prit conscience du problème et tenta de faire bouger les lignes. Accompagné d'une délégation de dirigeants juifs, il rencontra le président Roosevelt le 8 décembre 1942, en demandant seulement au gouvernement de créer un bureau d'enquête et de lancer un avertissement officiel aux Allemands ; Roosevelt déclara à la délégation juive qu'il était déjà en possession de suffisamment de données sur l'extermination, qu'on lancerait un avertissement et que les Juifs avaient toute sa sympathie. Le Président ne reçut jamais d'autre délégation juive et ne lança aucun ordre de sauvetage. Des disputes internes entre les vieilles organisations et des activistes réfugiés (avec le CJA notamment) firent capoter des campagnes d'informations publiques comme celle du spectacle à succès « Nous ne mourrons jamais ». La communauté juive américaine était désarçonnée, divisée, embourgeoisée et ne fit pas entendre

toute sa voix (mais qui voulait l'entendre ?). Elle vivait dans la crainte de se mettre en porte à faux avec un gouvernement qu'elle avait largement soutenu et avec un esprit de mobilisation nationale qui lui interdisait de se distinguer outre mesure. Il y eut certes les grandes manifestations des 1^{er} et 9 mars 1943 au Madison Square Garden rassemblant en tout plus de 100.000 personnes, mais aucune autre action spectaculaire ne fut engagée et la forte mobilisation populaire fut étouffée dans l'œuf par des notables juifs trop prudents. On avait proposé aux autorités un audacieux et relativement réalisable plan de sauvetage en onze points. Le 15 mars 1943, les Juifs américains créèrent le Joint pour venir en aide aux réfugiés. Pour ce qui est de l'entourage juif de Roosevelt, il joua la prudence et ne fit rien pour pousser le Président à l'action.

Pour les Juifs du Yishouv de Palestine, la Shoah restait au second plan des préoccupations (le livre de Tom Seguev, *Le 7^e million*, caricature la situation, mais montre cependant la distance de mentalité entre le Yishouv et l'Europe). Lorsqu'on consulte les archives de journaux en hébreu du Yishouv de cette période, il est frappant de constater que les quelques articles et entrefilets sur les massacres des Juifs en Europe passent le plus souvent après celle des combats mais aussi après ou sur le même plan que les annonces sur le prix du pain ou celles des mesures administratives de l'occupant britannique. En 1942, le Yishouv, menacé par Rommel d'un côté et les avancées allemandes dans le Caucase de l'autre, craignait pour sa propre survie et s'organisa en conséquence. On voulut surtout parvenir à faire accepter l'idée d'une brigade juive au sein de l'armée britannique (ce qui sera fait en septembre 1944).

On ne peut pas dire que les Juifs d'Amérique ou de Palestine étaient indifférents, évidemment non ; mais ils étaient pris dans l'ambiance générale, conscients de l'étroitesse de leur marge de manœuvre, préoccupés par d'autres efforts (celui de guerre notamment) et toujours attentifs à ne pas froisser les dirigeants Alliés.

On peut reprocher également à certains responsables communautaires européens de ne pas avoir averti leurs coreligionnaires du danger encouru (Kasztner à Budapest ou Foà à Rome), alors qu'ils possédaient l'information et pouvaient transformer les rumeurs en certitudes. En Suède, la petite mais prospère communauté juive fut particulièrement lamentable et passive face à l'arrivée de Juifs réfugiés.

Le fait est que certains leaders juifs n'ont pas toujours été à la hauteur, même si leurs moyens étaient limités, ils n'ont pas suffisamment tiré parti de l'étroite marge de manœuvre qui leur restait.

¹⁰ Malgré les appels à l'aide de la Résistance juive dans le Ghetto de Varsovie, seule une toute petite aide de dernier moment a été fournie par la Résistance polonaise aux combattants du Ghetto. Par contre, une vingtaine de combattants juifs survivants échappés par les égouts, ont été massacrés par la Résistance polonaise, qui les soupçonnait de communisme !

¹¹ Pour un observateur averti, en particulier pour les services gouvernementaux, il existait de nombreuses sources indiquant l'extermination. Tout d'abord, Hitler ne s'est jamais caché de vouloir exterminer des peuples et plus particulièrement les Juifs (même s'il eut peut-être trouvé plus simple une émigration massive).

En 1932, Hitler avait dit : « Ainsi s'impose à nous le devoir de dépeupler, comme nous avons celui de cultiver méthodiquement l'accroissement de la population allemande. Il faudra instituer une technique du dépeuplement. Vous allez me demander ce que signifie "dépeuplement", et si j'ai l'intention de supprimer des nations entières ? Eh bien ! Oui, c'est à peu près cela... » (H. Rauschning, *Hitler m'a dit*, Paris Coopération, publié en 1939, p. 159).

Le 30 janvier 1939, dans un discours fleuve resté célèbre, Hitler déclarait : « Je ne vois pas non plus de raison pour que les membres de cette race soient imposés à la nation allemande, alors qu'aux Etats-Unis, qui sont si enthousiasmés par ces "gens merveilleux", on leur refuserait soudain de s'installer sous quelque excuse imaginable. Je pense que, plus tôt ce problème sera résolu et mieux cela vaudra : car l'Europe ne peut se stabiliser tant que la question juive n'est pas résolue. [...] Il y a encore une chose que j'aimerais dire en ce jour, qui peut-être sera un jour mémorable pour tous et pas seulement pour nous Allemands : dans ma vie, j'ai souvent été prophète et on s'est moqué de moi pour cela. A l'époque de ma lutte pour le pouvoir, c'était d'abord la race juive qui accueillait mes prophéties par des rires, quand je disais qu'un jour je prendrais la direction de l'Etat et celle de toute la nation, et qu'entre autres, je réglerais le problème juif. Leur rire était tonitruant, mais je pense que depuis quelque temps, leur rire s'étrangle dans leur gorge. Aujourd'hui, je serai encore une fois prophète : si les financiers juifs internationaux en Europe et au dehors réussissent une fois de plus à plonger les nations dans une guerre mondiale, alors, il en résultera, non pas une bolchevisation du globe, et donc la victoire de la Juiverie, mais l'annihilation de la race juive en Europe ! » (N. H. Baynes, éd., *Les Discours d'Adolf Hitler*, I, London, 1942, pp.731-741).

Sa phrase « Mais qui se souvient encore du massacre des Arméniens ? » datant d'août 1939 est connue également, même si elle reste ambiguë et sujette à diverses interprétations.

En novembre 1941, Rosenberg ministre du Reich aux Territoires occupés de l'Est déclare à la presse que « la question juive ne peut être résolue que par l'extermination biologique de tous les Juifs d'Europe ». Goebbels écrit des lignes comparables dans l'hebdomadaire *Das Reich* à la même période.

Dans un tel contexte déclaratif, avec le précédent des malades mentaux allemands, les premières informations de massacres de Juifs étaient donc vraisemblables pour des services bien informés, même si la cruauté des Allemands dépassait l'imagination.

Richard Lichtheim, né à Berlin, dirigeait le bureau de l'Agence juive en Suisse, il ne se faisait aucune illusion : dès octobre 1939 il écrivait : « nous devons admettre que sous le régime allemand 2 millions de Juifs vont être anéantis avec non moins de cruauté, peut-être même plus, que 1 million d'Arméniens ont été détruits par les Turcs pendant la dernière guerre. » Le 11 février 1942, il écrivait : « le nombre des [Juifs] morts ne se comptera pas après la guerre par milliers ou centaines de milliers, mais par millions ». Il ne cessa de protester contre le silence des Alliés et déplora que jamais Roosevelt ne parlât des Juifs dans ses discours.

A l'automne 1941, le déchiffrement des codes secrets nazis permet de comprendre des dizaines de rapports clairs d'exécutions massives de communistes et de Juifs menées par la police et les Waffen-SS, au sein des unités mobiles d'extermination ou Einsatzgruppen qui suivaient l'avancée des armées allemandes en Europe de l'Est.

En 1941, Gerhart Riegner, un jeune avocat devenu représentant en Suisse du Congrès juif mondial, adresse à ses supérieurs une évaluation écrite de la situation, évoquant des Juifs assassinés par dizaines de milliers. Riegner pressait les responsables du Congrès d'intervenir auprès de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, afin de donner un maximum de publicité à la situation désespérée des Juifs d'Europe.

En février 1942, le Congrès juif mondial à Londres adresse au Foreign Office un rapport intitulé : « Les Juifs de l'Europe nazie : février 1933 à novembre 1941 », qui comprenait une documentation sur les persécutions nazies. Parallèlement, Chaïm Weizmann, président de l'Agence juive, reçoit des informations alarmantes sur le sort de nombreux Juifs d'Allemagne, d'Autriche et du protectorat de Bohême-Moravie qui étaient "déplacés" vers l'Est. Malgré ces informations, la Grande-Bretagne décida de ne pas infléchir son attitude politique quant au sauvetage des Juifs européens, notamment par son refus d'une immigration juive en Palestine mandataire (rappelons l'adoption en 1939 du Livre Blanc réduisant singulièrement les quotas d'immigration).

De son côté, le Vatican disposait d'un réseau incomparable d'informateurs dans toute l'Europe et communiquait librement avec les Alliés.

En mars 1942, Mgr Burzio, délégué apostolique à Bratislava, annonce au Vatican la déportation de 90 000 Juifs slovaques, allant « à une mort certaine ».

Le 12 mai 1942, don Pirro Scavizzi, aumônier d'un train-hôpital et intermédiaire régulier entre les évêques des villes d'Europe orientale où il passait et le Saint-Siège, écrivait : « La lutte antisémite est implacable et s'aggrave de plus en plus, avec des déportations et des exécutions, parfois massives. L'extermination des Juifs d'Ukraine est à présent presque terminée. En Pologne et en Allemagne, on veut également la mener à terme, au moyen d'exécutions massives. »

Le 14 juin 1942, Mgr Gröber, archevêque de Fribourg, informant sommairement Pie XII sur les massacres de Juifs perpétrés par les Einsatzgruppen écrivait : « La conception nazie du monde se caractérise par l'antisémitisme le plus radical, allant jusqu'à l'anéantissement [Vernichtung] du judaïsme, non seulement dans son esprit, mais aussi à travers ses membres. »

Durant l'été 1942, cinq mois après la mise en place officielle de la « Solution finale » lors de la Conférence de Wannsee, Gerhart Riegner envoie à des représentants américains et britanniques un télégramme prémonitoire : « Reçu nouvelle alarmante qu'au quartier général du Führer discussion et examen d'un plan selon lequel après déportation et concentration à l'Est tous les Juifs des pays occupés ou contrôlés par l'Allemagne représentant 3,5 à 4 millions de personnes doivent être exterminés d'un coup pour résoudre définitivement la question juive en Europe (...). L'informateur est attesté comme ayant des liens proches avec les hautes autorités allemandes et ses rapports sont généralement dignes de foi. »

Le 15 novembre 1942, les réseaux de résistance polonais annoncèrent que des dizaines de milliers de personnes - essentiellement des Juifs et des prisonniers de guerre soviétiques - avaient été convoyées à Auschwitz « dans le seul but de leur extermination immédiate dans des chambres à gaz ». Toutes ces informations permettent au président du gouvernement polonais en exil, Wladyslaw Sikorski, de déclarer : « La population juive de Pologne est condamnée à l'anéantissement. »

Le 23 mars 1943, le directoire de la résistance civile en Pologne annonça qu'à Auschwitz-Birkenau, un nouveau four crématoire - en l'occurrence le crématorium IV - « traitait » environ trois mille personnes par jour, dont la grande majorité était des Juifs. Cette information, transmise à Londres par Stefan Korbonski, un résistant polonais, parut en avril 1943 dans un bulletin, Poland Fights. Elle fut étayée par le rapport d'un émissaire de la Résistance polonaise qui avait séjourné en Pologne, notamment dans la ville d'Oswiecim (Auschwitz). Aussi, le 27 avril 1943, le docteur Ignacy Schwarzbart, membre du Conseil national polonais et représentant du Congrès juif mondial, adressa-t-il un rapport à la délégation des Juifs polonais des Etats-Unis, dont les Britanniques et le gouvernement américain eurent connaissance très rapidement.

Plus tard, durant l'été 1943, Washington et le Foreign Office reçurent des indications très précises sur le processus de mise à mort à Treblinka et des chiffres tout aussi précis sur le nombre de personnes exécutées à Auschwitz-Birkenau jusqu'en décembre 1942 (640 000 personnes exécutées, dont 65 000 Polonais, 26 000 prisonniers de guerre soviétiques et 520 000 Juifs). Tout au long de l'année 1943, le flot d'informations sur Auschwitz ne s'est pas tari. Un nouveau rapport, signé du nom de code Wanda, est transmis par le service de renseignement militaire polonais en décembre 1943. Parvenu à Londres en janvier 1944, il est remis à l'officier de liaison des Etats-Unis auprès des gouvernements alliés en exil et à l'OSS. Il affirmait que, jusqu'en septembre 1942, 468 000 Juifs non enregistrés avaient été gazés à Auschwitz-Birkenau et que, durant les six mois suivants, 60 000 Juifs étaient arrivés de Grèce, 50 000 de Slovaquie et de Bohême-Moravie, 60 000 de Hollande, de Belgique et de France, et 11 000 d'autres régions. Le rapport précise que 80 % des nouveaux arrivants étaient gazés immédiatement.

Au printemps 1943, le sénateur William Langer lança cet avertissement au Sénat : « 2 millions de Juifs ont déjà été tués en Europe et il y en a encore 5 millions qui vont subir le même sort, à moins qu'on ne les sauve immédiatement. Chaque journée, chaque heure, chaque minute qui passe voit l'extermination de milliers d'entre eux. »

Ces quelques exemples parmi la masse d'autres documents parlent d'eux-mêmes et on ne peut continuer à affirmer que les milieux informés ne savaient pas.

¹² Sur la Résistance française et les Juifs, voir la large documentation du livre de Renée Poznanski : *Propagandes et persécutions. La Résistance et le « problème juif »* (Fayard 2008), où il est fait largement référence aux annonces bien informées publiées dans la presse clandestine de la Résistance française et à la décision de cesser de divulguer ce genre d'informations pour ne pas donner l'impression de combattre pour les Juifs.

¹³ Une annonce est faite à la BBC fin juin 1942 (donc avant le rapport Karski) sur le massacre de 700.000 Juifs en Pologne. Cette annonce eut une certaine utilité puisque prise au sérieux par ceux qui l'ont écoutée. Elle poussa un certain nombre de Juifs à entrer en clandestinité. Voir par exemple le témoignage D'Etty Hillesum dans son journal ; elle y raconte que cette annonce a bouleversé sa perspective et changé profondément son comportement ; elle choisit alors en conscience d'accompagner les déportés de Westerbork (le Drancy hollandais) en travaillant dans le camp et de se consacrer à eux, alors qu'elle pouvait encore entrer en clandestinité. Il est évident qu'une meilleure divulgation de l'information aurait eu un impact sur les Juifs pouvant encore se cacher comme en France ou en Italie et aurait poussé à prendre des mesures plus drastiques (sans compter les éventuelles réactions des non-juifs mis au pied du mur de leur responsabilité d'action ou d'inaction). Voir aussi le témoignage d'Elie Wiesel dans *La nuit*, expliquant comment son père encore naïf refusa en 1944 la proposition de leur vieille bonne de les emmener se cacher dans son village ou encore comment on refusa d'écouter un rescapé de Pologne alertant la synagogue et passant alors pour un fou. Une divulgation régulière de l'information par les Alliés aurait fondamentalement changé cela et aurait peut-être soulevé une plus forte résistance dans la population générale. En Allemagne, Sophie Scholl, jeune résistante allemande exemplaire, s'engagea dans l'action à l'été 1942 en grande partie après avoir entendu les récits de massacres de Juifs par son frère revenu écorché du front de l'Est. Ses actions de résistance furent dérisoires et sans réelles conséquences (quelques tracts distribués par son mouvement *La rose blanche*), mais sa figure de jeune martyre de la Résistance allemande (elle fut décapitée) avec celle de quelques autres, sauva une petite part de « l'âme du peuple allemand » de la damnation. C'était d'ailleurs le but clairement exprimé. En cela, elle n'est pas non plus un « détail » et son influence marquera les générations.

¹⁴ Le sermon du 3 août 1941 de l'évêque de Münster, Mgr von Galen, met fin à la liquidation des malades mentaux. En février 1943, les épouses chrétiennes de 2000 Juifs venant d'être arrêtés à Berlin manifestent pendant une semaine dans la Rosenstrasse pour qu'on leur rende leurs maris et la Gestapo, qui menace d'abord de mitrailler ces femmes, cède et relâche leur conjoint. Ces exemples montrent qu'il existait une certaine marge de manœuvre au sein même du régime nazi.

¹⁵ La Résistance juive organisa toutes sortes de filières et fit tout son possible pour sauver le maximum de Juifs et particulièrement des enfants, mais sur la base d'initiatives locales, pas sur un ordre des Alliés poussant à le faire et sans leur aide. Au contraire, les Alliés refusèrent d'organiser des filières sérieuses et craignaient un déferlement de réfugiés juifs. La résistance juive ne pouvait donc agir que localement et de façon limitée.

¹⁶ Rappelons l'attitude de l'Eglise face à l'extermination des Juifs qu'il faut comprendre en se rappelant la mentalité catholique pour le moins hostile à l'égard du judaïsme avant guerre. En 1937, le Pape Pie XI dans l'encyclique *Mit brennender Sorge*, dénonça sévèrement le régime nazi, son « paganisme » et ses théories raciales, il ne dit cependant pas

un mot des persécutions antijuives mais parle par contre du « peuple choisi, porteur de la Révélation et de la Promesse, s'égarant sans cesse loin de son Dieu pour se tourner vers le monde ». C'est en privé et non publiquement qu'il eut ce désormais fameux mot : « L'antisémitisme est inadmissible. Nous sommes spirituellement des Sémites », parole qui ne fut pas publiée par le Vatican et même censurée par le futur Pie XII. Le Pape Pie XII qui prit ses fonctions en 1939, n'avait rien d'un nazi, il détestait ce régime et entretenait des rapports pour le moins houleux avec le Reich, il avait cependant des sympathies pour les régimes autoritaires (Espagne, Portugal, puis Vichy comme il l'exprima au cardinal de Paris en 1943). Pie XII n'aimait pas spécialement les Juifs, d'une part en vertu des bons vieux préjugés antijuifs, d'autre part parce qu'il les associait au bolchevisme, véritable hantise pour lui. Rien ne le portait donc à monter au créneau face aux persécutions. Au contraire, les premières mesures antijuives reçurent l'approbation de l'Eglise qui fut consultée par certains gouvernements (Italie, Vichy, Hongrie...). En août 1943, face à la perspective de la Libération de l'Italie, le secrétariat d'État du Vatican retenait encore que les lois antijuives du fascisme devaient être corrigées mais pas abolies, parce que, « suivant les principes et la tradition de l'Église catholique », elles contenaient des « dispositions qui méritaient confirmation ». Le pape garda le silence après la Nuit de Cristal et l'épiscopat allemand fit de même. Le pape condamna à plusieurs reprises « l'esprit de violence » et clama sa solidarité pour les « persécutés » (encyclique *summi pontificatus* en octobre 1939 qui concerne plutôt les catholiques polonais que les Juifs), il condamna les « atrocités » mais sans mentionner les Juifs (Noël 1939, puis 1941). Ce n'est que fin 1942 qu'une prise de parole concernant les Juifs (sans jamais prononcer le mot) arrive : « Des centaines de milliers de personnes, sans qu'elles aient commis la moindre faute, du simple fait de leur nationalité et de leur race, ont été condamnées à mort ou à l'anéantissement » déplora le pape dans son long message de Noël 1942 (succédant de quelques jours à la déclaration des Alliés condamnant les massacres de Juifs) et il se félicita de l'aide apportée aux victimes par les représentants de l'Eglise « y compris aux non-Aryens » (on admirera la périphrase évitant de dire Juifs), cette déclaration purement allusive n'a été entendue que par très peu de monde et n'a pas été sérieusement relayée même au sein de l'Eglise. Les Allemands n'y font d'ailleurs pas attention : aucun des documents de la Wilhelmstrasse consacrés à l'analyse du message pontifical ne relève ce point. Elle contenta pourtant son auteur qui garda définitivement le silence sur cette question par la suite et se considéra quitte. Même la rafle de plus de mille Juifs romains du 16 octobre 1943 ne parvint pas à lui faire quitter sa réserve. Le cardinal Maglione, secrétaire d'État, communiqua confidentiellement à l'ambassadeur allemand que le Saint-Siège ne « voudrait pas être contraint d'exprimer sa désapprobation » si la rafle devait se poursuivre. Cela n'alla pas plus loin et le Saint-Siège ne fit même pas un geste liturgique pour exprimer sa solidarité pour « ses Juifs » de Rome menés vers la mort. On lui connaît un télégramme du 25 juin 1944 à Orty chef fasciste de la Hongrie, catholique pratiquant, pour l'appeler à « épargner de nouveaux deuils et de nouvelles souffrances » (le mot Juif n'est jamais prononcé). Le Pape avait avoué sa prudence dès février 1941, alors que la Pologne catholique souffrait le martyr : « Là où le Pape voudrait crier haut et fort, c'est l'expectative et le silence qui lui sont souvent imposés ; là où il voudrait agir, c'est la patience et l'attente qui s'imposent. » Cette formule résume bien la stratégie du Vatican : protéger au mieux son institution, éviter un conflit avec les nazis, permettre à l'Eglise de sortir intacte de la guerre. On peut trouver un tel choix politique bien en dessous du message évangélique, mais ce fut clairement le choix de l'Eglise que de sacrifier une part de son âme pour épargner son corps, choix qui vient se placer dans la continuité de centaines d'années de compromis politiques au profit de la pérennité de l'institution. Le Pape refusa poliment durant l'été 1944 la demande d'entrevue du grand rabbin de Palestine. Même après la guerre, le pape ne prononça pas un mot sur ce crime ou de solidarité envers les Juifs... Il faudra attendre encore des décennies pour que le Vatican brise le mur de son silence. Ce choix politique est d'autant plus décevant que la parole du Pape, pour peu qu'elle fut bien affirmée, pouvait avoir un impact fort pour une très large part de la population de l'Europe, y compris allemande. Aucun représentant du Vatican n'a jamais dit publiquement aux catholiques qu'ils devaient s'interdire de coopérer avec l'opresseur du fait que l'Allemagne tuait les Juifs de manière systématique, ni que tuer les Juifs était un péché. Cette faillite morale était pourtant ressentie au sein même de l'Eglise : « Nombreuses sont les parties qui attendent une parole du Saint-Père, forte et solennelle, pour la défense de l'humanité [...]. J'ose l'affirmer car j'en ai les oreilles assourdies et l'esprit bouleversé et affligé », écrivait le 10 mai 1943 Mgr Respighi, préfet des cérémonies pontificales, au cardinal Maglione, secrétaire d'État.

Ces silences ne sauraient effacer les actions courageuses de prêtres résistants et les nombreuses mains tendues envers les Juifs, notamment en France, en Italie et en Hollande. Mais l'ensemble du tableau reste sombre et bien peu à la hauteur des événements dramatiques vécus alors.

Rappelons que l'Eglise, si elle compta dans ses rangs plusieurs résistants remarquables et des prêtres solidaires (le nonce en Roumanie, Mgr Andrea Cassulo, par exemple, mais bien d'autres encore) eut aussi des collaborateurs patentés et même des antisémites sanguinaires qui ne furent pas rejetés officiellement par l'Eglise, ni excommuniés (Hitler lui-même et autres nazis notoires ne le furent pas non-plus et l'archevêque de Berlin fit même prononcer un Requiem à l'annonce de la mort

du Führer). Ivan Saric archevêque croate pronazi encouragea largement les massacres de Juifs (poursuivi après la guerre par la justice internationale, il mourut caché dans un monastère espagnol en 1960). Jozef Tiso, évêque slovaque pronazi et notoirement antisémite, va devenir le président dictateur de la république slovaque et collaborer avec les nazis jusqu'au bout, à ce titre il est directement responsable de l'extermination de plus de 50.000 Juifs livrés par son gouvernement et exterminés jusqu'à l'été 1942, il finira pendu en 1947 (malgré les protestations de Pie XII). L'Eglise ne l'a jamais menacé et s'est contentée de le radier de la liste des prêtres et de lui dire sa désapprobation (message du pape du 29 octobre 1942). Comme l'exprima dans une note interne Mgr Domenico Tardini, Secrétaire de la Congrégation des Affaires ecclésiastiques : « Le malheur, c'est que le président de la Slovaquie est un prêtre. Que le Saint-Siège ne puisse mettre Hitler au pas, tous le comprennent. Mais qu'il ne puisse retenir un prêtre, qui peut le comprendre ? ». Les évêques slovaques publièrent une lettre pastorale le 26 avril 1942 en pleine période de déportations, rappelant que si « les Juifs sont aussi des hommes [...] l'influence juive a été pernicieuse non seulement économiquement mais aussi dans les sphères culturelles et morales, ils ont fait du mal à nos fidèles ». Nombre d'ecclésiastiques slovaques avaient rejoint la garde fasciste Hlinka qui arrêta et rouait de coups les Juifs de Slovaquie. En Hongrie, le Cardinal primat de Hongrie Justinien Seredi publie une lettre pastorale fin juin 1944 (alors que l'extermination de 400.000 Juifs hongrois est quasi achevée, mais que 200.000 Juifs de Budapest peuvent être encore sauvés) affirmant : « De nombreux Juifs ont une influence destructive et maléfique [...] En conséquence, nous ne protestons pas contre l'élimination de l'influence nuisible des Juifs. Au contraire, nous souhaitons qu'elle disparaisse. » (Saul Friedländer, *Pie XII et le Troisième Reich*, éd. du Seuil, 1964 p.204) Dans la même Hongrie on verra même un prêtre arborer le pistolet sur sa soutane et tuer de ses propres mains des Juifs dans la Budapest des Croix fléchées... A la même période, il y eut des tentatives d'intervention en coulisse comme celle du Nonce apostolique en Hongrie Angelo Rotta en mai 1944, qui aida à cacher des Juifs de Budapest durant la période des Croix fléchées à l'automne 1944.

En France, l'honneur de l'Eglise, très proche de Vichy, fut sauvé par des personnalités comme Mgr Saliège de Toulouse, le cardinal de Paris Mgr Verdier, Mgr Théas évêque de Montauban qui s'élevèrent contre les déportations. Mais après la fin de l'été 1942, il n'y eut plus d'interventions publiques des évêques français sur la persécution antijuive. Cela n'empêcha pas que beaucoup d'ecclésiastiques français protégèrent des Juifs. Rappelons enfin la lamentable affaire Finaly, ces enfants juifs cachés que l'Eglise refusa de rendre à leur famille survivante durant neuf longues années après la Libération !

Autant donc dire que le bilan du rôle de l'Eglise en Europe durant cette période est plus que mitigé et que la main tendue pour aider les Juifs par certains prêtres ne saurait effacer la main tendue dans le salut nazi d'autres prêtres et le silence passif du plus grand nombre.

¹⁷ La révolte du Ghetto de Varsovie marque le choix de la date du Yom Hashoa commémoré chaque printemps.

¹⁸ Haenel fait référence à plusieurs occasions manquées de négociations en vue du sauvetage de Juifs entre les Alliés et des satellites du Reich comme la Bulgarie ou la Roumanie. La possibilité de négocier le départ de 60.000 Juifs Bulgares est évoquée le 27 mars 1943 par Antony Eden et Roosevelt à Washington. Eden déclare alors : « Si nous faisons cela, tous les Juifs du monde entier voudront que nous fassions des offres similaires pour la Pologne et pour l'Allemagne. Hitler pourrait très bien nous prendre au mot et il n'y a tout simplement pas assez de bateaux dans le monde pour les évacuer ». (Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, Paris, 1988, p. 969). Au même moment, Borden Reams, un haut fonctionnaire au Département d'Etat, argumente : « Il y a toujours le danger que le gouvernement allemand accepte de livrer aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne (...) un grand nombre de Juifs. Ni la situation militaire, ni celle des transports maritimes n'auraient permis aux Nations Unies d'entreprendre une telle tâche. Dans le cas où nous aurions admis notre impuissance à prendre soin de ces gens, la responsabilité d'une poursuite de leur persécution aurait été, dans une large mesure, transférée du gouvernement allemand aux Nations Unies », (David Wyman, *L'Abandon des Juifs. Les Américains et la Solution finale*, Flammarion, Paris, 1987, p. 137). Au même printemps 1943, la Conférence des Bermudes sur les réfugiés ne donne pas de résultat. Le 15 décembre 1943, Washington résume la position britannique : « Le Foreign Office estime qu'il est pratiquement impossible de prendre en compte des groupes importants comme les 70.000 réfugiés dont le sauvetage est envisagé (...) C'est pourquoi ils sont peu disposés à donner leur accord », (Wasserstein Bernard, *Britain and the Jews of Europe, 1939-1945*, Clarendon Press, Oxford, 1979, p. 247). Au printemps 1944, commençait l'extermination des Juifs hongrois et là encore aucune négociation sérieuse ne fut entreprise alors qu'il existait de réelles perspectives et comme on le sait, aucune action militaire ne fut envisagée pour stopper les convois ou même bombarder Birkenau qui tournait alors à plein régime pour exterminer 400.000 Juifs hongrois.

Hitler avait parfaitement compris ce manque de volonté d'accueil des Juifs de la part du monde libre, le 30 janvier 1939, il déclarait : « En ce qui concerne la question juive, je dois dire la chose suivante : c'est un spectacle honteux que de voir la façon dont le monde démocratique dans son ensemble suinte de sympathie pour le pauvre peuple juif souffrant, mais demeure sans cœur et inflexible lorsqu'il s'agit de les aider - ce qui est certainement, d'après son point de vue un devoir patent. Les prétextes avancés pour ne pas les aider parlent en fait en notre faveur à nous Allemands et Italiens. Car voici ce qu'ils disent : "Nous", les démocraties, "ne sommes pas en situation d'accueillir les Juifs". Pourtant, dans ces empires, il n'y a même pas 10 habitants au kilomètre carré. Alors que l'Allemagne, avec ses 135 habitants par kilomètre carré, est censée avoir de la place pour eux ! » (N. H. Baynes éd., *Les Discours d'Adolf Hitler*, I, London, 1942, pp.731-741).

¹⁹ Le bref récit de Karski sur son entretien avec Roosevelt montre que l'extermination des Juifs n'est pas le seul sujet abordé, la conversation portant avant tout sur la Résistance polonaise. Karski représentait la Résistance polonaise, il se devait de parler de ses faits d'armes et d'évoquer l'après-guerre ; parler de l'extermination n'était pas sa seule mission. Karski décrit combien il fut impressionné de rencontrer « l'homme le plus puissant du monde ». L'entretien dura 1h15, Karski n'en dit que quelques mots : « Le président Roosevelt semblait avoir tout son temps et être inaccessible à la fatigue. Il était extraordinairement au courant de la question polonaise et désireux d'avoir de nouveaux renseignements. Les questions qu'il posait étaient minutieuses, détaillées et allaient tout droit aux points essentiels. Il s'enquit de nos méthodes d'éducation et de ce que nous faisons pour sauvegarder les enfants. Il voulut connaître en détail l'organisation de la Résistance et l'importance des pertes subies par la nation polonaise. Il me demanda de lui expliquer comment il se faisait que la Pologne fût le seul pays sans Quisling. Il m'interrogea aussi sur la véracité des récits concernant les méthodes employées par les nazis contre les Juifs. Enfin, il se montra fort intéressé par les techniques de sabotage, de diversion et d'action des maquis. Il voulait avoir sur chaque sujet une documentation précise et fournie, pour recréer l'atmosphère même le climat du travail dans la clandestinité et connaître à fond la mentalité des hommes qui livraient ce combat. Il m'impressionna profondément par sa largeur de vues. De même que Sikorski, il voyait plus loin que son propre pays, sa vision embrassait l'humanité tout entière. Lorsque je quittai le Président, il était aussi frais, reposé et souriant qu'au début de l'entretien. Quant à moi, je me sentais très fatigué. » (Jan Karski, *Mon témoignage devant le monde* p.331) Le président Roosevelt conclut l'entretien par ces mots : « Dites à votre nation que nous gagnerons la guerre » ; Roosevelt n'ignorait pas que les Juifs polonais ne seraient plus là pour voir cette victoire.

²⁰ A propos du silence et de la passivité des Alliés, rappelons quelques faits : Les puissances alliées adoptèrent le 17 décembre 1942 (donc six mois avant l'entretien Karski-Roosevelt) une déclaration commune qui dénonçait le massacre des Juifs en ces termes : « Les autorités allemandes ne se contentent pas de supprimer aux personnes d'origine juive, dans toutes les régions occupées par elles, les droits de l'Homme élémentaires, mais elles mettent en pratique la menace d'exterminer les Juifs d'Europe, maintes fois répétée par Hitler ». La chambre des Communes observa une minute de silence en hommage aux victimes. Ce fut la seule manifestation officielle de protestation contre le Génocide durant toute la guerre... En mars 1943, le Congrès américain vota une résolution condamnant les massacres, mais refusa d'y inclure une demande d'action de sauvetage malgré l'insistance du Joint (la presse n'en fit que peu d'échos). Le Département d'Etat américain mit tous les freins possibles pour neutraliser les tentatives des organisations juives pour faire changer la politique d'aide et d'accueil aux réfugiés. Eden, le ministre britannique, lors de la rencontre avec Roosevelt du 27 mars 1943, rejeta toute idée d'aide aux Juifs, notamment Bulgares, trop inquiet à l'idée que les Allemand puissent inonder l'Empire britannique et plus particulièrement la Palestine, de réfugiés Juifs. Ce refus fut réitéré lorsque fut envisagée l'évacuation de Juifs de France et de Roumanie en décembre 1943. A l'approche de la conférence des Bermudes sur les réfugiés en avril 1943, Roosevelt refusa de rencontrer une délégation du Joint. A cette grande conférence interalliée, aucune délégation juive ne fut conviée et la question juive fut remise au second plan. De toute façon rien de bien concret ne ressortit de cette conférence dont la presse ne fit que très peu mention. Au même moment, le Ghetto de Varsovie vivait ses dernières heures dans l'indifférence des chancelleries et les Juifs américains semblaient dans le découragement et le sentiment d'impuissance à influencer sur la politique des Alliés. Morris Waldman, l'un des dirigeants de l'American Jewish Committee et membre actif du Joint, résuma ainsi la situation : « Rien n'arrêtera les nazis sinon leur destruction. Mais que nous le fassions ou non, les Juifs d'Europe sont condamnés. »

Face à l'indifférence et la passivité des Alliés, le dirigeant juif bundiste, membre du Parlement polonais en exil, Samuel Zygelbojm se suicida au gaz à Londres le 12 mai 1943 espérant, par son geste, alerter le monde libre (c'était au moment de la chute du Ghetto de Varsovie, les combats de la révolte désespérée ayant commencé le 19 avril 1943 avec quelques centaines d'armes à feu pour les 70.000 Juifs encore vivants !). Le 23 décembre 1942, Samuel Zygelbojm avait déclaré à la représentation américaine du Bund : « La tragédie qui est en train de se dérouler, ne touchera à la conscience de

l'humanité qu'après la tempête, à la fin de la guerre, lorsque le rideau sera levé. L'horrible tragédie sera alors révélée au monde entier. J'évoque là des choses épouvantables, ignobles et c'est l'angoisse [qui me pousse] et non pas je ne sais quel désir de lancer un combat personnel. [...] La guerre finira et la tragédie du judaïsme polonais pèsera sur la conscience de l'humanité pendant des générations. » Le journal américain *Jewish Frontier* exprima alors ce sentiment de désespoir : « Le ghetto de Varsovie a été liquidé. Des dirigeants de la communauté juive polonaise se sont donné la mort. Et le monde qui observe avec passivité est, à sa façon, mort lui aussi. »

La revue américaine *New Republic* incorpora dans son numéro du 30 août une enquête de quinze pages intitulée : « Les Juifs d'Europe : comment les sauver ». Ses rédacteurs mettaient une fois de plus les Alliés occidentaux en accusation : « L'incapacité des puissances démocratiques à tenter avec persévérance et détermination d'arrêter le déferlement du massacre constitue l'une des plus grandes tragédies de l'histoire de la civilisation ; et rien ne révèle plus clairement la faiblesse morale qui a paralysé nos hommes d'Etat que la formule aujourd'hui banale, et si souvent sur leurs lèvres, selon laquelle la victoire seule peut sauver les Juifs d'Europe. Un seul de ces Juifs survivra-t-il pour célébrer la victoire ? »

Malgré les nombreuses interventions et pressions courant 1943 (notamment celle de la Conférence d'urgence réunie en juillet), Roosevelt refusa de créer une agence de sauvetage apte à prendre des décisions et étudier sérieusement les diverses possibilités. Il tergiversa autant que faire se peut pour enfin créer par ordonnance, le 22 janvier 1944, le Bureau d'aide aux réfugiés de guerre, chargé de prendre « toute mesure compatible avec sa fonction pour sauver les victimes de l'oppression ennemie menacées de mort imminente » et de fournir « secours et assistance à condition que cela n'entrave pas la poursuite de la guerre ». Roosevelt prononça, le 24 mars 1944, une déclaration dénonçant le meurtre systématique de civils par les nazis, mais cette déclaration reléguait « l'extermination systématique des juifs d'Europe » au 4e paragraphe. Cinq jours plus tôt, l'entrée des troupes allemandes en Hongrie avait marqué le début de la déportation vers Auschwitz de 437 000 Juifs hongrois entre mai et juillet 1944 - soit 154 trains en 54 jours. Le Bureau d'aide aux réfugiés de guerre démontra son inaptitude à éviter l'un des épisodes les plus sombres de la destruction des Juifs d'Europe. L'historienne Annette Wieviorka l'a reconnu : « L'impuissance à sauver la dernière grande communauté juive d'Europe encore intacte à l'heure de la Libération [celle des Juifs hongrois], apparaît bien comme une faillite morale chez ceux-là mêmes qui ont mis fin à la barbarie nazie. »

²¹ Claude Lanzmann a affirmé le 3 février 2010 que cette question du sauvetage possible des Juifs était une « tarte à la crème », que « les Alliés ne savaient pas » et que cette polémique sur la passivité alliée est due à « l'idéologie humanitaire ». Il est cependant probable qu'une action bien menée des Alliés aurait freiné la marche du génocide, elle aurait ouvert des filières d'évasion et même semé une certaine pagaille idéologique dans les rangs des nazis qui n'étaient pas unanimes sur la question. Le grand drame fut justement le manque « d'idéologie humanitaire » dans les rangs des puissants, bien trop versés dans le machiavélisme politique. Claude Lanzmann reprend l'argument du Département américain de la Guerre qui repoussa sous des prétextes techniques fallacieux diverses demandes de bombardement des voies de chemin de fer menant vers Auschwitz et des chambres à gaz elles-mêmes (déjà bien connues et même photographiées). Il a été clairement montré que la seule raison pour ne pas bombarder les infrastructures d'extermination fut que ce n'était pas considéré comme une priorité stratégique. De tels bombardements auraient pu éviter la déportation au printemps 1944 de centaines de milliers de Juifs hongrois. A partir de l'été 1944, on aurait empêché le gazage de 150.000 Juifs venus de toute l'Europe à Birkenau en détruisant les chambres à gaz, opération alors parfaitement praticable. La génération de Lanzmann a peut-être quelques difficultés à regarder cette question en face pour des raisons de dette morale envers les libérateurs qui leur ont sauvé la peau et de fraternité d'armes (Claude Lanzmann combattit lui-même au Maquis). Le fait est que pour les militaires américains, sauver des vies juives ne représentait pas un objectif et que l'échelon politique, Roosevelt en tête ne prit jamais l'affaire à cœur ; l'extermination relevait bien pour eux du « détail ».

²² Pour aller plus loin :

Il existe une très vaste documentation sur la Shoah, je me permets d'indiquer quelques ouvrages classiques pour ceux qui voudraient approfondir le sujet et ne connaîtraient pas les ouvrages de base de la vaste bibliographie existant sur le sujet.

Sur la Shoah :

Raoul Hilberg, *La Destruction des juifs d'Europe* (3 gros volumes en poche). Le livre incontournable qui raconte et analyse l'ensemble de l'événement.

Primo Levi, *Si c'est un homme*. Le témoignage-analyse le plus connu sur le système concentrationnaire.

Le film *Shoah* de Claude Lanzmann, disponible en dvd. Le film témoignage, un monument.

Chil Rajman, *Je suis le dernier Juif* (Livre de poche). Le témoignage exceptionnel d'un échappé de Treblinka, son bref récit sur le cœur même de l'extermination de masse.

Sur les Alliés et le Vatican face à la Shoah :

Walter Laqueur, *Le Terrifiant Secret La « solution finale » et l'information étouffée.*

David S. Wyman. *L'abandon des Juifs, les Américains et la solution finale.* Paris, 1987, Flammarion. Ouvrage détaillé sur la politique alliée et les différentes tractations sur le sauvetage éventuel...

Giovanni Miccoli, *Les Dilemmes et les silences de Pie XII, Vatican, Seconde Guerre mondiale et Shoah.* Excellent travail, très documenté.

John Cornwell, *Le pape et Hitler.*

Marc-André Chaguéraud, *Les Papes, Hitler et la Shoah, 1932-1945*

Sur le contexte culturel :

Georges Bensoussan, *Europe. Une passion génocidaire*

Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*